

# Des écologistes face à l'effondrement

## Décolonisation de l'imaginaire et alternatives créatives

*Jean Chamel, Université de Lausanne*

### Introduction

La première image qui viendra à l'esprit de l'homme de la rue français ou suisse quand on lui parlera de « résistance écologiste » dans la première moitié des années 2010 sera sans doute celle de « zadistes<sup>1</sup> » au visage masqué affrontant violemment des « robocops » (gendarmes mobiles ou CRS dans leur tenue anti-émeute) pour s'opposer au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, et la mort tragique de l'un d'eux en 2014 sur le site du barrage de Sivens. Il ne saura sans doute pas que ces « ZAD » sont aussi des lieux de vie, d'expérimentation d'alternatives au quotidien, que celles-ci concernent l'alimentation, le logement, l'économie ou les prises de décision, et que cette créativité se retrouve dans une multitude de lieux moins médiatiques.

La résistance écologique semble en effet avoir plusieurs facettes. Celle du militantisme « classique » et des mouvements sociaux « ordinaires », tels que perçus par le sens commun, n'est certainement pas absente de l'outillage revendicatif des écologistes, mais ce n'est sans doute pas la forme de résistance la plus populaire parmi les écologistes. En effet, celle-ci a d'une part montré ses limites avec l'échec de la lutte antinucléaire à la fin des années 1970<sup>2</sup>, et d'autre part elle ne correspond pas à la principale revendication écologiste, laquelle n'est pas de redéfinir le rapport de force entre les acteurs de l'économie, mais au contraire de s'opposer au « productivisme » pour promouvoir des manières de « vivre autrement ». Plutôt que de lutter contre le « système », ce qui reviendrait à légitimer son hégémonie<sup>3</sup>, il s'agit plutôt de

---

<sup>1</sup> Les zadistes sont à l'origine les occupants de la ZAD, « Zone d'Aménagement Différé » désignant l'emplacement du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes dans la région nantaise, rebaptisée « Zone A Défendre ». Le terme a ensuite été adopté par les occupants d'autres sites de « Grands Projets Inutiles et Imposés » comme le barrage de Sivens (Tarn) ou le projet de parc de loisirs de Roybon (Isère).

<sup>2</sup> Alain Touraine, *La Prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

<sup>3</sup> Jean et John Comaroff, *Of Revelation and Revolution : Christianity, Colonialism, and Consciousness in South Africa*, Volume 1, Chicago, The University of Chicago Press, p. 23 et Vassos Argyrou, *The Logic of*

« décoloniser l'imaginaire », c'est-à-dire de rejeter la « mystique » de la croissance<sup>4</sup>, de ramener le développement au rang de « croyance occidentale »<sup>5</sup>, et de faire du « *storytelling* », de raconter des « récits » alternatifs pour construire une autre « vision du monde ».

C'est ce mode de résistance « alternatif » que ce texte abordera, tout d'abord en présentant sa compréhension critique par une sociologie des mouvements sociaux et religieux, puis en détaillant les représentations et pratiques d'un réseau écologiste particulier qui entend résister à la « vision du monde dominante » par divers moyens.

## **L'écologisme, la résistance des classes moyennes ?**

Dès 1980, dans *La Prophétie anti-nucléaire*<sup>6</sup>, le sociologue Alain Touraine analysait le mouvement qui s'opposa à la construction de centrales nucléaires en France pendant les années 1970, avant de se décomposer progressivement après la mort d'un manifestant à Malville en 1977. Dans une analyse sociologique marquée par son époque, Touraine espérait découvrir le « nouveau mouvement social » qui prendrait la place du mouvement ouvrier pour porter un contre-modèle de société. Mais il doit constater que ce mouvement d'opposition n'a pas réussi à se constituer en mouvement social suffisamment structuré pour émerger comme « acteur historique », faute d'intérêts et d'idéaux convergents et donc de projet politique clair, et par l'absence également d'un adversaire nettement identifié. Cette interprétation s'accompagne d'une description des anti-nucléaires, bien souvent des travailleurs intellectuels, provenant d'une couche moyenne, et ayant perdu l'initiative dans leur travail. En rupture avec les valeurs industrielles, ils mènent une lutte anti-technocratique, contre un État répressif qui promeut le « tout-nucléaire », technologie dont le contrôle démocratique est impossible de par sa complexité.

La thèse de l'émergence de l'écologisme à partir d'une petite bourgeoisie porteuse de revendications non-économiques semble confirmée par Daniel Boy dans son analyse du vote écologiste lors des élections législatives françaises de 1978<sup>7</sup>. Boy remarque en effet que ceux qui

---

*Environmentalism : Anthropology, Ecology and Postcoloniality*, New York : Oxford, Berghahn Books, 2005, p. 22-25.

<sup>4</sup> Dominique Méda, *La mystique de la croissance: comment s'en libérer*, Paris, Flammarion, 2013.

<sup>5</sup> Gilbert Rist, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.

<sup>6</sup> *Op. cit.*

<sup>7</sup> Daniel Boy, « Le vote écologiste en 1978 », *Revue française de science politique*, Vol. 31, n° 2, 1981, p. 394-416.

ont voté pour des candidats écologistes (ou se déclarent proches des idées écologistes) sont plus souvent d'origine bourgeoise que populaire, ont un capital scolaire élevé, mais une position sociale moyenne. Ce serait donc une trajectoire sociale descendante qui caractériserait les écologistes, avec une position neutre, « ni dominants, ni dominés », qui expliquerait leur tendance à vouloir situer l'enjeu du conflit politique ailleurs que dans l'opposition droite-gauche.

A la même époque, Danièle Léger et Bertrand Hervieu étudient des communautés néo-rurales constituées d' « intellectuels parias » pour reprendre une expression de Max Weber, « issus de couches moyennes intellectuelles fortement ébranlées par la crise politico-culturelle des années 1968-1970, et plus fortement atteintes encore par la crise de l'emploi des années 80<sup>8</sup> ». Ces « intellectuels prolétariques » voient dans le retour à la ruralité « une stratégie de reclassement tendant à résorber l'écart, mal ressenti par eux, entre le capital culturel qu'ils détiennent et le statut social dont ils disposent réellement ». Mais cette stratégie se trouve généralement mise en échec par les grandes difficultés de la vie rurale et la non-intégration au tissu social local<sup>9</sup>. L'utopie politique de départ, issue du mouvement anti-institutionnel des années 1968-1970, « s'apocalyptise » à mesure que son champ de réalisation potentielle se restreint<sup>10</sup> ». Les néo-ruraux développent donc une orientation apocalyptique à caractère écologique comme stratégie de compensation. Une « vision cataclysmique de l'avenir [justifie] le choix de la marginalité exemplaire<sup>11</sup> » et s'apparente à une expérience prophétique. Léger et Hervieu reprennent donc à leur compte l'interprétation de l'écologisme comme mouvement de protestation sociale d'une classe moyenne d' « intellectuels parias », et la prolongent en introduisant la dimension religieuse par l'identification d'un « processus de transmutation de l'écologie à la religion<sup>12</sup> », notamment par le biais d'une apocalyptique écologique et de règles de type monastique.

Ce type d'analyse sera repris plus tard par Hubert Billefont dans une thèse en sociologie soutenue en 2006, *L'Écologie politique: une idéologie de classe moyenne*. La thèse de Billefont repose sur cette « théorie de la protestation des fractions intellectuelles subalternes largement inspirée par Max Weber » en s'appuyant sur l'analyse bourdieusienne des formes de domination entre classes<sup>13</sup>. Il interprète le « phénomène contre-culturel écologiste comme expression politico-morale d'une frustration sociale relative engendrée chez les fractions demi-

---

<sup>8</sup> Daniel Léger et Bernard Hervieu, *Des communautés pour les temps difficiles: néo-ruraux ou nouveaux moines*, Paris, Centurion, 1983, p. 204.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 157.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 212.

<sup>13</sup> Hubert Billefont, *L'écologie politique: une idéologie de classe moyenne*, thèse de doctorat soutenue à l'université d'Evry Val d'Essonne, Evry, 2006, p. 28.

intellectuelles de la classe moyenne par le processus de déclassement social toujours en œuvre<sup>14</sup> ».

Si l'on suit les conclusions de ces différents travaux, les idées et les mouvements écologistes ne seraient donc que la conséquence logique de l'existence d'une classe moyenne éduquée et frustrée qui trouverait dans la défense de l'environnement le moyen de s'affirmer politiquement sans avoir à choisir son camp entre « dominés » et « dominants ». Cette approche issue de la sociologie critique est intéressante et révèle un aspect de l'écologie politique généralement non perçu par ses acteurs<sup>15</sup>, mais elle ne saurait cependant fermer la porte à d'autres interprétations. Nous avons montré dans un article à paraître<sup>16</sup> que les idées écologistes sont aussi partagées par des personnes qui ont toutes les cartes en mains pour « réussir » (haut niveau d'étude, capital social et culturel, voire parfois financier), qui atteignent même souvent des positions sociales enviées (professeur d'université, journaliste dans des quotidiens nationaux, fonctionnaire international et même ministre), et qui pourtant se retrouvent relativement marginalisés dans leur milieu socio-professionnel de par leurs critiques à l'encontre d'un « système » qui, selon eux, ne peut qu'aller « dans le mur ». Si déclassement il y a, c'est aussi, et parfois surtout, en raison de « visions du monde » qui vont à l'encontre du « paradigme » dominant centré sur la croissance économique, le « productivisme » et la consommation<sup>17</sup>.

Cette approche sociologique a cependant le mérite de souligner le caractère particulier des mouvements de résistance écologique. Ces mouvements dépassent en effet la défense d'intérêts propres puisqu'ils se limitent rarement aux seuls riverains d'un projet d'aménagement jugé « inutile », lesquels pourraient être qualifiés de « *nimbys*<sup>18</sup> ». Il ne s'agit en effet pas de défendre un travail, un salaire, un statut, un cadre de vie ou de résister à un pouvoir inique, mais de lutter contre un « système » défini comme « absurde », le fonctionnement social dans son ensemble, lequel est jugé oppressif parce qu'il impose une « vision du monde » fondée sur la production, l'échange et la consommation sans cesse croissants de biens et de services, sur l'extension sans

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>15</sup> Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète : sociologie des écologistes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 31.

<sup>16</sup> Jean Chamel, « Visions du monde des écologistes catastrophistes : entre attente de la fin d'un monde et retrait hors du monde », publication en cours des actes du colloque *Processus de légitimation entre politique et religion*, lequel s'est tenu à Lausanne les 28-29 novembre 2013.

<sup>17</sup> Une critique parallèle mériterait d'être menée à partir de l'étude de « l'écologie dans bas » pour reprendre l'expression de Romain Felli (Romain Felli, *Les deux âmes de l'écologie: une critique du développement durable*, Paris, L'Harmattan, 2008). Il n'est en effet pas certain que les occupants des ZAD de Notre-Dame-des-Landes et de Sivens correspondent plus au profil du « semi-intellectuel frustré ».

<sup>18</sup> de l'anglais « *not in my backyard* » : « pas dans mon arrière-cour », i.e. défenseurs supposé égoïstes d'intérêts particuliers.

fin de la sphère marchande, la quête perpétuelle d'efficacité, l'extraction sans limites des ressources, et la destruction inhérente des milieux naturels et des solidarités interhumaines.

Il est vrai que pour certains écologistes, et ils semblent être de plus en plus nombreux à se rallier à ce point de vue<sup>19</sup>, l'opposition à la marche du monde actuelle, lequel « va droit dans le mur », revient *in fine* à lutter contre le capitalisme néolibéral, les inégalités qu'il provoque et l'« oligarchie » qui le contrôle. Cette perspective les amène à adopter un discours de revendications sociales et de lutte des classes, où la classe dominante se trouve réduite au 1% popularisé par le mouvement *Occupy*. Cette position se trouve par ailleurs renforcée dès qu'il s'agit de « passer à l'action » et que l'action militante conduit à s'opposer à des forces de l'ordre représentant un Etat jugé insuffisamment démocratique et au service des puissants. Mais pour une large part, les écologistes ne voient pas dans cette approche une stratégie de résistance suffisante pour parvenir à infléchir la marche de la société globalisée. Pour l'activiste John Jordan,

une des idées de génie d'Alternatiba [mouvement organisant des « villages des alternatives »], c'est d'avoir deux jambes, de dire « là on monte les alternatives, mais c'est pas assez, il faut aussi avoir des actes de résistance. [...] si on a seulement les alternatives, le système du capital les mange, facilement<sup>20</sup>.

La plupart des écologistes partagent certainement cet idéal d'un mouvement « marchant sur ces deux jambes », mais dans la pratique, ils tendent à préférer les alternatives comme forme de résistance à l'opposition frontale au « système ».

La suite de cet article se propose d'apporter quelques éléments à ce qui peut être entendu comme des formes de résistance alternatives, en terme de revendications d'une part, et de pratiques d'autre part. Cette analyse est issue de l'ethnographie d'un milieu écologiste qui sera présenté dans un premier temps.

## Terrain d'étude

Les observations qui suivront sont toutes issues de l'étude<sup>21</sup> d'un réseau informel de personnes qui habitent pour l'essentiel en France et en Suisse francophone et qui partagent un constat

---

<sup>19</sup> On peut citer le succès du livre de Naomi Klein *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* (Arles, Actes Sud, 2015) pour illustrer cette tendance.

<sup>20</sup> John Jordan, émission en ligne d'*Arrêt sur Images* du 2.10.2015, 14'16 : <https://www.arretsurimages.net/emissions/2015-10-02/Climat-on-peut-faire-une-action-de-masse-sans-les-medias-id8085> consulté le 01.12.2015.

commun concernant la « civilisation thermo-industrielle<sup>22</sup> », la responsabilité de cette dernière quant à « l'état de la planète » ou la « crise écologique », et la possibilité de son « effondrement ». Beaucoup ont une certaine visibilité parmi les écologistes, faisant parfois figure d'intellectuels dans ce milieu, et l'interconnexion entre ces personnes se fait avant tout par connaissance mutuelle, mais aussi par appartenance institutionnelle partagée et références communes.

Côté français, l'Institut Momentum, fondé par la journaliste Agnès Sinaï et présidé par l'ex-ministre de l'environnement français Yves Cochet et qui se veut un « laboratoire d'idées sur les issues de la société industrielle et les transitions nécessaires pour amortir le choc social de la fin du pétrole » d'après son site internet<sup>23</sup> constitue le cœur institutionnel de ce réseau, non loin duquel on retrouve la revue *Entropia* (dont la parution vient de cesser), mais aussi le journal en ligne *Reporterre*, et plus en périphérie le mensuel *La Décroissance*. En Suisse romande, la figure de Dominique Bourg, professeur à l'université de Lausanne, apparaît comme centrale, avec les liens qu'il entretient avec *La Revue Durable*, l'association Nice Future et certains membres d'un groupe romand de « transition intérieure » qui s'inspire de l'écopsychologie de Joanna Macy.

Par-delà ces repères multiples, les acteurs de ce réseau informel s'accordent sur le constat que « l'on va droit dans le mur », que notre société doit radicalement changer son « mode d'organisation », renoncer à la « folie » de la quête d'une « croissance infinie dans un monde fini », et engager sans tarder une « transition » avant que cette société ne « s'effondre » ou en vue de préparer cet effondrement. Dans cette optique, beaucoup déclarent se sentir proches (certains en sont même ou en ont été des membres actifs) du mouvement de la Transition aussi appelé mouvement des Villes et territoires en transition, lancé en 2006 à Totnes dans le Devon (Grande-Bretagne) par Rob Hopkins. La référence au mouvement des Colibris, initié en 2007 par le « paysan-philosophe » Pierre Rabhi est également récurrente. Il est aussi important de souligner que ce mouvement des *Transition Towns* donne une place importante à la « transition intérieure », une dimension « spirituelle » du changement également partagée par les Colibris.

En termes sociologiques, ces acteurs ont pour la plupart entre 35 et 55 ans, ils sont en majorité de sexe masculin (un tiers de femmes seulement), vivent principalement en ville et ont un haut

---

<sup>21</sup> Cette étude a été réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat en anthropologie des processus politico-religieux, en cours à l'université de Lausanne (soutenance prévue en 2017). L'ethnographie du réseau écologiste étudié a été réalisée entre 2012 et 2015 à l'aide d'une soixantaine d'entretiens semi-directifs avec ses membres, de l'analyse de leurs discours publics et d'observations participantes sur de multiples sites fréquentés par ces acteurs (conférences, festivals, stages, séjours en écovillages, etc.).

<sup>22</sup> Jacques Grinevald, « L'effet de serre et la civilisation thermo-industrielle 1896-1996 », *Revue européenne des sciences sociales*, T. 35, n° 108, Sciences et techniques dans la société: XIII<sup>e</sup> Colloque annuel du groupe d'étude « Pratiques Sociales et Théories », 1997, p. 141-146.

<sup>23</sup> <http://www.institutmomentum.org/qui-sommes-nous> consulté le 03.06.2015.

niveau d'étude : niveau Master ou grande école pour la plupart, avec une proportion importante de docteurs (plus d'un tiers). Les champs d'étude tout comme les secteurs professionnels sont très variés : journalisme, sociologie, climatologie, ingénierie, théologie, astrophysique, philosophie, biologie, etc. Les statuts sociaux sont également variables, des plus hautes fonctions de l'Etat à la « débrouille » néo-rurale, sans que cette disparité ne sépare ces profils très éloignés en groupes distincts.

Ce réseau a une structure réticulaire, sans identité bien circonscrite, ce qui correspond au choix des acteurs de ne pas se voir « labellisés » et de fonctionner en réseau, de manière horizontale, sans liens hiérarchiques. Ce rejet des étiquettes et cette non-institutionnalisation rendent particulièrement délicat leur identification par un observateur extérieur. Presque tous se réclament de l'écologie mais certains ne se revendiquent pas écologistes, par prise de distance avec les partis Verts (EELV en France) notamment. Les mots écologie, transition, colibris, catastrophisme éclairé, Anthropocène, écopsychologie, effondrement, décroissance, sont cependant des repères à peu près communs à tous.

Ces acteurs, s'ils se présentent le plus souvent comme politiquement à gauche, s'intéressent peu aux questions de justice sociale et d'inégalités, c'est plutôt l'avenir de l'humanité, voire du « système Terre » dans son ensemble qui les motive, d'où un intérêt marqué pour le concept émergent d'anthropocène. Ils parlent d'écologie, et non d'environnement, avec une perspective radicale de transformation du monde, voulue ou subie, et non de simple réforme. Cette double caractéristique permet de les situer d'une part dans une position d'opposition déclarée à l'ordre du monde, et non pas dans une perspective d'adaptation du modèle de croissance que nous connaissons, avec un rejet net de toute perspective d'économie ou de croissance « verte », laquelle est qualifiée de *greenwashing* (i.e. tout peindre en vert et surtout ne rien changer, la traduction française d'« écoblanchiment » est peu usitée). D'autre part, leur intérêt limité pour les thématiques sociales les place dans une situation de résistance qui semble différer de celle que cherchait à identifier Alain Touraine dans les « nouveaux mouvements sociaux<sup>24</sup> ».

## **Faire face à l'effondrement et décoloniser l'imaginaire**

Une des premières caractéristiques de ce réseau écologiste est que sa mobilisation ne se fait pas par le vécu d'une situation d'injustice ou d'une quelconque situation concrète appelant une

---

<sup>24</sup> *Op.cit.*

réaction immédiate et évidente. C'est plutôt une suite d'évènements, de rencontres, de lectures, qui conduit progressivement les acteurs de ce réseau à changer leur appréhension du monde dans lequel ils vivent, à adopter une nouvelle « vision du monde ». Il n'y a en effet rien d'immédiatement sensible dans la perception du réchauffement climatique, de la raréfaction des matières premières (« pic pétrolier ») ou de la réduction accélérée de la biodiversité. Il s'agit en fait plutôt de l'appropriation de discours scientifiques (ou parascientifiques), et de l'extrapolation plus ou moins pertinente de tendances actuelles sur le long terme et à l'échelle planétaire qui les conduit à développer une vision pessimiste, voire catastrophiste de l'avenir. La combinaison de différents facteurs constituant des « frontières planétaires<sup>25</sup> » pouvant être traités par des modélisations à la fois simples et robustes comme celle du rapport *The Limits to Growth*<sup>26</sup> au Club de Rome en 1972, et le constat d'une quasi impuissance politique à répondre aux défis écologiques globaux met ces acteurs dans une perspective d'attente de « l'effondrement ». Cet effondrement, que certains prévoient lent (« catabolique ») et d'autres rapide (« catastrophique »), peut être économique<sup>27</sup>, climatique<sup>28</sup>, énergétique<sup>29</sup>, ou une combinaison de ces différents aspects<sup>30</sup>. Dans tous les cas, l'effondrement semble rendu inéluctable de par la grande complexité du monde globalisé actuel, et pour ces écologistes « collapsologues » il est utile de s'intéresser aux grands effondrements civilisationnels du passé pour en tirer quelques leçons<sup>31</sup>.

Comment réagir face à un tel constat ? Un courant survivaliste s'est développé ces dernières années, notamment aux Etats-Unis, dans l'optique de la disparition de toute forme de régulation sociale et la nécessité de défendre sa famille par les armes s'il le faut. Représentée par l'homme d'affaire et conférencier suisse Piero San Giorgio en Europe francophone, cette tendance est considérée comme proche de l'extrême-droite et est – dans les discours tout du moins – rejetée par la quasi-totalité du réseau dont il est ici question. Celui-ci préfère se référer au mouvement

---

<sup>25</sup> Johan Rockström *et al.*, « Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity », *Ecology and Society*, Vol. 14, n° 2, 2009, en ligne.

<sup>26</sup> Donella Meadows *et al.*, *The Limits to Growth: A Report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*, Londres, Earth Island, 1972.

<sup>27</sup> Piero San Giorgio, *Survivre à l'effondrement économique*, Aube, Le retour aux sources, 2011.

<sup>28</sup> Erik Conway et Naomi Oreskes, *L'effondrement de la civilisation occidentale: un texte venu du futur*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014.

<sup>29</sup> Yves Cochet, *Pétrole apocalypse*, Paris, Fayard, 2005.

<sup>30</sup> Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer: petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, 2015.

<sup>31</sup> Jared Diamond, *Effondrement: comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006 ; Joseph Tainter, *L'effondrement des sociétés complexes*, Aube, Le retour aux sources, 2013 ; Christian Arnspurger et Dominique Bourg, « Sobriété volontaire et involontaire », *Futuribles*, n°403, 2014.

des Villes en Transition et au manuel de son fondateur Rob Hopkins<sup>32</sup>. Dans cet ouvrage, Hopkins défend une stratégie fondée sur l'idée de « résilience » qui consiste à se regrouper en petites communautés visant une dépendance minimale aux énergies fossiles. Il s'agit de mener à bien une transition vers un mode de vie plus frugal, adapté aux ressources disponibles localement et de ce fait plus résilient aux potentiels chocs que pourraient engendrer le « pic pétrolier » et les changements climatiques. Les modèles proposés sont celui d'un village Hunza au Pakistan et « son aptitude à fonctionner indéfiniment et à vivre à l'intérieur de ses limites<sup>33</sup> », celui de « la vie avant l'ère du pétrole » au Royaume-Uni, qui « n'était pas si mal que ça<sup>34</sup> » ou encore l'exemple des *victory gardens*, des jardins urbains pendant la Seconde Guerre mondiale qui permirent de renforcer l'autosuffisance alimentaire britannique<sup>35</sup>.

Ces écologistes français et suisses sont cependant peu nombreux à avoir rejoint une des initiatives locales de Transition, lesquelles proposent des soirées-débats et des activités pratiques telles que des ateliers couture ou vannerie, ou des *repair cafés*<sup>36</sup> où chacun amène un objet qu'il souhaite réparer. Leur approche est plus intellectuelle, et l'écologie en France se veut plus politique et militante qu'Outre-Manche. Luc Semal, politiste auteur d'une thèse sur les mouvements de la transition et de la décroissance<sup>37</sup>, et Mathilde Szuba, sociologue spécialiste du concept de rationnement<sup>38</sup>, tous deux membres de l'Institut Momentum, expliquent cette différence dans un chapitre ajouté à l'édition française du Manuel de transition. Selon eux, le succès du concept de décroissance dans les milieux écologistes français (mais leur analyse semble tout aussi valable en Suisse romande) tend à radicaliser le débat et à laisser moins de place à l'approche plus pratique, et moins politique<sup>39</sup> de la Transition. Les mouvements des Colibris ou des « Oasis en tous lieux », inspirés de la démarche du « paysan-philosophe » Pierre Rabhi, forment des réseaux lâches d'initiatives locales et sont moins structurés que celui de la Transition. On y retrouve l'idée d'agir localement, à son échelle, de « faire sa part<sup>40</sup> », et les

---

<sup>32</sup> Rob Hopkins, *Manuel de transition: de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Ecosociété, 2010.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 12-13.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>36</sup> <http://repaircafe.org/fr> dernière consultation le 22.10.2015

<sup>37</sup> Luc Semal, *Militer à l'ombre des catastrophes : contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*, thèse de doctorat soutenue à l'université Lille 2, Lille, 2012.

<sup>38</sup> Mathilde Szuba, *Gouverner dans un monde fini. Des limites globales au rationnement individuel, une sociologie environnementale du projet britannique de politique de Carte carbone (1996-2010)*, thèse soutenue à l'université Paris 1, Paris, 2014.

<sup>39</sup> Paul Chatterton et Alice Cutler, *Un écologisme apolitique? Débat autour de la transition*, Montréal, Ecosociété, 2013.

<sup>40</sup> C'est la légende du colibri telle que la raconte Pierre Rabhi, ainsi retranscrite par le mouvement des Colibris sur son site internet (<http://www.colibris-lemouvement.org/colibris/la-legende-du-colibri> consulté le 15.10.2015):

Colibris sont très souvent rapprochés du mouvement de la Transition par les acteurs qui se reconnaissent dans ces approches perçues comme plus concrètes et plus pragmatiques.

Ces références montrent que, pour les membres de ce réseau, ce ne sont pas tant des structures de pouvoir qui posent problème et contre lesquelles il faut résister, que le mode de vie quotidien de chacun, tenu pour responsable, à sa juste part, de la plupart des problèmes écologiques globaux. A ce titre, une large place est faite à la dénonciation de l'« hyperconsommation », de la culture de masse, de la publicité, du « productivisme ». On se lamente de la destruction des paysages, de l'enlaidissement des périphéries urbaines, de la perte de convivialité que provoquent un individualisme et un matérialisme sans limites. Certains affirment que « s'il n'y avait pas de problèmes écologiques, s'il y avait assez de ressources pour tout le monde et si ça ne détruisait pas les écosystèmes, on continuerait d'être pour la décroissance », pour aller vers un monde plus lent, plus convivial, « plus respectueux de l'humain ». Tout un faisceau d'éléments montre que ce ne sont pas les seuls constats scientifiques d'un franchissement de toute une série de « barrières de sécurité » en termes de ressources et d'impacts qui sont en jeu. C'est aussi tout ce qu'entraîne la « civilisation thermo-industrielle » en termes d'organisation sociale, d'idéal de vie, de rapport à la technique et au travail, de relations interhumaines et de rapport au non-humain, mais aussi à l'invisible. En ce sens, on peut dire que la perspective catastrophiste leur est utile, pas tellement pour se justifier d'une marginalisation relative dont nous avons vu qu'elle était en bonne partie due à leur engagement écologique, mais surtout pour légitimer une « vision du monde » qui semblait préexistante à leur « prise de conscience » de l'état de la planète. En effet, leur goût pour les beaux paysages, les balades en forêt ou en montagne, la solitude dans les grands espaces naturels, leur rejet de l'industrialisme, de la « société de consommation », de la quête incessante d'efficacité, de l'idéal de progrès matériel, de la « religion de la croissance », leur quête d'une vie plus conviviale, avec plus de temps libre, éventuellement un revenu minimum inconditionnel, « plus de liens et moins de biens », leur préférence pour des produits plus « naturels », « bio », issus du terroir ou de l'artisanat local, leur intérêt pour les sociétés « primitives » et leur rapport différent à la « nature », sont autant d'aspects contemporains qui peuvent être reliés aux sujets d'inquiétude relativement récents que sont le changement climatique ou le « pic pétrolier », mais qui renvoient également à une tendance plus ancienne de

---

Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! »

Et le colibri lui répondit : « Je le sais, mais je fais ma part. »

Elle est également racontée par la Prix Nobel de la paix kenyenne Wangari Maathai dans le documentaire *Dirt ! The Movie* de Bill Benenson *et al.* (2009).

rejet de la modernité industrielle et capitaliste telle qu'elle s'exprime dès le XVIII<sup>e</sup> siècle dans le romantisme, au sens de Michael Löwy et Robert Sayre<sup>41</sup>.

Résister à des pans aussi vastes d'une modernité qui est au fondement de la société dans laquelle vivent ces écologistes n'est pas une mince affaire, et cette résistance peut s'exprimer de manières très variées. S'opposer frontalement aux « forces en présence » qui s'appuient sur l'« ordre des choses » actuel et le défendent est une option choisie par certains, laquelle renvoie aux modes de fonctionnement des mouvements sociaux « traditionnels ». Telle n'est pas la voie choisie par la plupart des membres du réseau étudié, lesquelles préfèrent agir sur le terrain des idées, en produisant des discours autour des problèmes écologiques, de leurs racines et des solutions à leur apporter. « Décoloniser l'imaginaire » est une expression inspirée d'un livre<sup>42</sup> de l'économiste Serge Latouche, surnommé « le pape de la décroissance », qui revient en boucle et qui exprime bien cette forme de résistance à tout un « système culturel ». Leur opposition implique de proposer des « récits » alternatifs, mais aussi d'agir dans la vie quotidienne et d'expérimenter de nouveaux modes de vie, selon eux plus soutenables écologiquement et socialement, afin de faire naître un nouveau monde, le « monde d'après ».

## **« Prophètes » et « militants de la vie de tous les jours »**

Les acteurs décrits ici ne veulent pas se situer dans la confrontation, dans l'activisme, mais dans la réflexion et l'« accompagnement » de ceux « qui n'ont pas encore compris » ou « pris conscience » des enjeux écologiques d'une part, et dans l'action concrète, constructive, créative, d'autre part. Ils écrivent et publient beaucoup, sous des formes variées (livres, articles, manifestes, revues, blogs) avec comme objectif de faire avancer leurs idées dans la société et influencer un tant soit peu les citoyens électeurs à défaut de convaincre les décideurs élus. La stratégie visant à « murmurer à l'oreille des puissants », que certains prêtent à l'ancien animateur TV devenu Envoyé spécial de l'Élysée pour la protection de la planète Nicolas Hulot, est en effet généralement considérée comme vaine, voire contreproductive compte-tenu du risque de récupération par le « système ». Par contre, aller à la rencontre du grand public au moyen de conférences est un engagement auquel tiennent de nombreux membres du réseau,

---

<sup>41</sup> Michael Löwy et Robert Sayre, *Révolte et mélancolie: le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot, 1992.

<sup>42</sup> Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire: la pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, Parangon, 2003. La référence au livre de l'historien Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire: sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol: XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, Gallimard, 1988), lequel a peut-être inspiré cette expression à Latouche, est par contre absente.

surtout quand celles-ci leur permettent de s'adresser à un public qui ne leur est pas déjà acquis. Certains conférenciers préfèrent « s'en tenir aux faits », mais quelques uns y ajoutent une forte dimension émotionnelle, comme cet « ingénieur indépendant » qui vit – chichement – de ses conférences données dans toute la France et qui anime une initiative de Ville en Transition en région parisienne :

En fait, le message que je fais passer par mes conférences, il est très fort. J'accompagne les gens là-dedans. Je les préviens dès le départ en leur disant « vous allez voir, il y aura des moments vous serez au bord de la dépression, vous serez enfoncés dans vos sièges, vous ferez la gueule, c'est normal ». Je les accompagne dans le fait que ce que je vais leur dire, ça va être difficile. Et malgré tout c'est difficile. Et donc je le ressens, je ressens cette énergie, et moi je les porte, j'ai *une heure et demi* de conférence extrêmement dense, et pendant cette heure et demi il faut que je les porte en permanence, que je ne les laisse pas retomber dans une espèce de déprime, donc ça c'est à la fois passionnant et difficile parce que les gens me remercient de ça, ils me remercient de les bousculer.

Il s'est ainsi une fois essayé à demander au public de fermer les yeux pendant quelques minutes pour leur demander d'imaginer leur quotidien dans 20 ans, pour mener « une expérience de visualisation d'un monde sans pétrole », mais n'a pas renouvelé l'expérience, de peur de perdre son public en « exagérant ». Il n'est cependant pas un cas isolé comme le montre ce témoignage d'un autre écologiste, membre comme lui de l'Institut Momentum et maintenant « chercheur indépendant » installé dans un écovillage :

J'ai fait des dizaines de conférences, et à chaque fois il y a une émotion, on touche les tripes des gens, le cœur des gens, il y a des larmes à chaque fois. A chaque fois que je fais une conférence il y a des gens qui sont dans la peur, la tristesse, la colère, beaucoup de colère et de ressentiment, et même la joie, il y en a qui viennent me dire : « merci d'avoir mis des mots enfin là-dessus, sur une intuition qu'on avait ». On touche vraiment des émotions fortes. Pour moi, on ne peut entrer en transition qu'après avoir subi un choc émotionnel fort, avoir bouleversé nos tripes et notre imaginaire.

Plutôt que de militants, ne devrait-on pas plutôt parler de prophètes ? Presque tous réfutent cependant cette étiquette, à l'exception notoire de l'un d'entre eux qui raconte s'être fait appelé plusieurs fois Philippulus en référence au « frapadingue » de l'album des aventures de Tintin *L'Etoile mystérieuse*, et prétend même le revendiquer. Mais la comparaison avec les « prophètes de malheur » ne semble pas aller plus loin<sup>43</sup>, les mêmes écologistes se revendiquant en effet d'une approche « positive » fondée sur la mise en pratique d'« alternatives », « au service de la vie ».

Ces « intellectuels » de l'écologie, vivant pour la plupart en milieu urbain, cherchent à limiter au maximum leur « empreinte écologique » par une série de restrictions lié à leur mode de vie : ne

---

<sup>43</sup> Ludovic Bertina, « L'écologie: prophétie de malheur? », *PROHAL MONOGRÁFICO, Revista del Programa de Historia de América Latina*, Vol. 3, n° 3, 2012, p. 230-250.

pas posséder de voiture, ne pas prendre l'avion ou limiter son usage aux déplacements professionnels ou à un voyage annuel (et refuser des invitations fort attirantes à l'autre bout du monde), ne manger que des aliments de saison et produits localement, baisser la température de leur appartement et limiter leurs achats de manière générale. Ils tentent néanmoins de ne pas voir ces restrictions comme des sacrifices, ainsi qu'elles peuvent être perçues par leur entourage, mais au contraire comme la possibilité d'expérimenter des manières de faire, de vivre, sur un mode alternatif. Le vélo devient ainsi le moyen de transport urbain privilégié, et l'occasion d'organiser des manifestations à vélo promouvant ce mode de déplacement (« *critical mass* », « vélorution »). Les longs voyages en train ou en bateau, bien que beaucoup plus coûteux, sont préférés à l'avion. On reprend le temps de voyager, d'adapter son corps peu à peu au changement de fuseau horaire, de climat, et d'arriver progressivement à destination, même si le « bilan carbone » n'est pas toujours amélioré au bout du compte<sup>44</sup>, et que le retour s'effectue souvent en avion ! Ces écologistes lancent ou rejoignent également des initiatives locales liées à l'alimentation. Ils souscrivent à des paniers hebdomadaires de fruits et légumes délivrés en vente directe par des agriculteurs bios de leur région (AMAP, Jardins de Cocagne). Ils soutiennent ainsi financièrement ces exploitations, et doivent parfois également fournir quelques journées de travail manuel par an en sus. Ils s'impliquent aussi dans des initiatives de jardins partagés en milieu urbains, comme le mouvement des Incroyables comestibles, où ce qui est cultivé directement dans la rue peut être cueilli par quiconque en a envie. Un autre moyen de se rapprocher de la terre, pour ces urbains « déracinés », est de se munir d'un lombricomposteur qui transforme peu à peu leurs déchets alimentaires en humus qu'ils s'émerveillent de prendre à pleine main.

Ces « écolos des villes » sont cependant bien conscients des limites de leur engagement. Ils sont « en quête de cohérence », mais bien loin de parvenir à ce but, et trouvent qu'atteindre un idéal de « simplicité volontaire » en milieu urbain, sans se « couper des autres », sans se marginaliser, c'est en fait très compliqué. Ils sont donc nombreux à caresser l'idée d'une installation à la campagne, d'aller vivre « *off-the-grid*<sup>45</sup> ». Certains s'y préparent, visitent régulièrement des « écolieux », cherchent un terrain, multiplient les stages en « permaculture », et quelques uns franchissent même le pas en intégrant un « écovillage » ou en construisant ou rénovant une maison si possible « bioclimatique » et avec le maximum d'autonomie en termes d'eau (source), d'électricité (panneaux solaires, micro éoliennes), voire même de production alimentaire (jardin

---

<sup>44</sup> Dans *Je crise climatique : La planète, ma chaudière et moi* (Paris, La Découverte, 2014, p. 106-107), la journaliste Jade Lindgaard exprime son désarroi lorsqu'elle découvre qu'en se rendant depuis Paris en train et en bateau à Tunis, pour assister au forum social mondial de mars 2013, elle a finalement engendré trois fois plus d'émissions de CO<sub>2</sub> que si elle avait pris l'avion.

<sup>45</sup> Cf. le documentaire *Life Off Grid* de Jonathan Taggart (2014).

potager, terres cultivables). Les pratiques observées dans ces écolieux font apparaître d'autres champs d'alternatives que celles liées aux moyens de transport et à l'alimentation : pédagogies alternatives (Montessori, Freinet, Steiner-Waldorf), médecines alternatives (homéopathie, acupuncture, qi gong, etc.), voire même sciences alternatives (métapsychique, mémoire de l'eau, etc.). Mais à quelques exceptions près<sup>46</sup>, leur idéal de « grand débranchement » se transforme en un pied-à-terre à la campagne, ou à vivre dans un écovillage tout en gardant une activité professionnelle connectée grâce à l'internet. Ils semblent en effet trop urbains, trop bien insérés (malgré eux ?) dans un monde qu'ils disent pourtant rejeter, pour tout quitter et commencer une nouvelle vie de néo-ruraux. La très belle enquête de Geneviève Pruvost sur les « alternatives écologiques au quotidien » en zone rurale montre d'ailleurs bien que ces écologistes qui décident de « vivre et travailler autrement » ont un niveau d'étude (« Bac+2 » en moyenne) inférieur à celui des acteurs décrits dans cet article, ce qui rend peut-être plus facile leur reconversion<sup>47</sup>.

Mais qu'ils se décident à « franchir le pas » ou qu'ils préfèrent ne pas devenir dépendants de la « bagnole » comme leurs amis déjà partis à la campagne, à peu près tous partagent l'idée qu'il ne suffit pas de s'opposer aux « structures en places » et aux « forces en présence ». Ils conviennent d'« expérimenter » des modes de vie alternatifs, le mot « laboratoire » revient ainsi régulièrement. Il s'agit de construire ces alternatives dans les « interstices », les espaces délaissés par le processus de globalisation capitaliste à partir desquels elles pourront se développer, voire constituer des « îlots de survie » si l'hypothèse de l'effondrement civilisationnel devait se confirmer. La créativité, le pouvoir de l'imagination, sont alors convoqués, et il est plus d'une fois fait référence au petit livre de Florence Aubenas et Miguel Benasayag *Résister, c'est créer*<sup>48</sup>. Il s'agit de défendre un « militantisme de la vie de tous les jours » qui s'oppose à la figure du « militant triste » décrite par Benasayag. A ceux qui les accusent d'irénisme, ils répondent que « tout est politique. Quelqu'un qui penserait que quelque chose n'est pas politique au sens noble du terme, soit se tromperait, soit n'aurait pas compris les tenants et aboutissants de chacune de ses actions ». Les concepts d'interconnexion et d'interdépendance entre tous les êtres, inspirés de la pensée bouddhiste sont en effet très présents dans leurs discours. Dans cette perspective, la moindre action se répercute à beaucoup plus grande échelle que l'intention initiale ne le soupçonne, et en ce sens, réfléchir sur ses gestes

---

<sup>46</sup> Un seul membre du réseau semble s'être presque complètement « débranché » au cours de cette enquête. Parti vivre à la campagne, il serait très difficilement joignable d'après un autre acteur.

<sup>47</sup> Geneviève Pruvost, « L'alternative écologique au quotidien. Vivre et travailler autrement », *Terrain*, n° 60, 2013, p. 36-55. Geneviève Pruvost remet également en question l'hypothèse d'un « déclassement » subi par ces acteurs. Au contraire, « il s'agit d'une population diplômée ayant joué le jeu de l'insertion professionnelle et qui ne trouve pas de satisfaction à briguer des métiers qui participent au maintien d'un système jugé capitaliste et pollueur » (p. 40).

<sup>48</sup> Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *Résister, c'est créer*, Paris, La Découverte, 2002.

du quotidien et tenter de les modifier en conséquence, peut en effet être vu comme politique. On retrouve cette « politisation du moindre geste<sup>49</sup> » dans la définition d'un l'écologiste proposée par Aldo Leopold<sup>50</sup> et reprise par la philosophe Catherine Larrère : « La question est : à quoi pense un homme au moment où il coupe un arbre, ou au moment où il décide de ce qu'il doit couper? Un écologiste est quelqu'un qui a conscience, humblement, qu'à chaque coup de cognée, il inscrit sa signature sur la face de sa terre<sup>51</sup> ».

En poursuivant dans cette logique très individuelle, qui suit l'injonction du Mahatma Gandhi, très souvent reprise : « Sois le changement que tu veux voir dans le monde », la résistance peut alors se développer à un autre niveau, et devenir « intérieure ». Il est alors question d'introspection, de parvenir à opérer une « transition intérieure » pour que la transition écologique devienne possible. Les deux dimensions sont censées se nourrir mutuellement, « en spirale ». C'est cette articulation que défend le théologien orthodoxe et « lobbyiste des pays du Sud » Michel Maxime Egger en promouvant la figure du « méditant militant<sup>52</sup> ». Elle est également au fondement des ateliers de « Travail qui relie » de l'écopsychologue étasunienne Joanna Macy, ateliers qui visent à accompagner les militants par-delà leurs « actions de résistance pour la défense de la vie sur Terre », les aider à « reconnaître et honorer leur douleur pour le monde » pour mieux « passer à l'action<sup>53</sup> ». L'écologie devient alors beaucoup plus spirituelle, au risque de perdre de vue le projet initial de défense de l'environnement et de protection des plus faibles. Ce retournement peut être illustré par les propos d'un acteur qui déclare ne pas se sentir « coupable » quand il prend l'avion ou qu'il achète un *smartphone*, même s'il connaît l'impact de ses actes, parce qu'il le fait « en conscience ».

Où dès lors se situent ces écologistes au militantisme très particulier sur l'échiquier politique ? Quelques uns se définissent comme proches de l'anarchisme et décident de ne plus voter, mais la plupart continue de le faire, et une part non négligeable milite pour un parti écologiste, se présente même et est parfois élue. Leur vote va le plus souvent vers une formation écologiste, même s'ils ne se privent pas de critiquer par ailleurs EELV, pour les acteurs français. Et ceux-ci, qui se définissent en général comme « de gauche » se reportent vers le Parti Socialiste au second tour, mais plus par rejet d'une droite trop libérale et xénophobe à leur goût que par adhésion au programme d'un parti « de l'ancien monde », et dont les dirigeants n'ont « pas encore compris »

---

<sup>49</sup> Geneviève Pruvost, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, Vol. 57, n° 1, 2015, p. 81-103.

<sup>50</sup> Aldo Leopold, *Almanach d'un comté des sables*, Paris, Aubier, 1995 [1949].

<sup>51</sup> Catherine Larrère, *Qu'est-ce qu'un écologiste ?* Les notes de la FEP, n° 1, Février 2014.

<sup>52</sup> Michel Maxime Egger, *La Terre comme soi-même*, Genève, Labor et Fides, p. 295.

<sup>53</sup> Joanna Macy et Molly Young Brown, *Ecopsychologie pratique et rituels pour la Terre : Retrouver le lien vivant avec la nature*, Gap, Le Souffle d'or, 2008.

qu'il faut tourner la page du « productivisme » et de « la religion de la croissance ». Ces quelques repères doivent cependant être nuancés : *de facto*, ces écologistes cherchent à construire un autre monde dans lequel ces références n'ont plus grand sens. On retrouve ainsi dans une démarche proche des activistes radicaux fondateurs d'un « laboratoire d'imagination insurrectionnelle<sup>54</sup> » et un professeur d'économie qui reprend à son compte certains aspects de la pensée de Friedrich Hayek, figure du courant néolibéral<sup>55</sup>. Et l'on pourrait également mentionner, en marge du réseau décrit, un courant de tendance « complotiste » proche de l'extrême-droite qui se reconnaît dans la décroissance, le « retour à la terre » et le « néo-paganisme ».

## Conclusion

L'exemple d'un réseau d'« intellectuels de l'écologie » montre donc qu'il existe des formes de résistance alternatives, alternatives parce que ces acteurs refusent en général la confrontation directe avec le « système » en place, ce qui reviendrait à le légitimer, et préfèrent s'y opposer à différents niveaux. Celui-ci étant de toute façon discrédité parce que « allant droit dans le mur », il s'agit de « résister à la barbarie qui vient<sup>56</sup> » et d'inventer le « monde d'après ». Il est en premier lieu nécessaire de « décoloniser l'imaginaire », de s'opposer à la « vision du monde » dominante et de promouvoir d'autres valeurs. Il convient ensuite de faire preuve de créativité pour expérimenter d'autres modes de vie, et même pour certains d'opérer une « transformation intérieure ».

Une telle approche s'est retrouvée réduite par différents travaux en sociologie critique à l'expression d'une classe moyenne « frustrée » par son « déclassement social ». Si une telle analyse est effectivement pertinente à un certain niveau, elle semble cependant refuser toute légitimité à l'agentivité des acteurs, lesquels revendiquent justement leur échappée des espaces conflictuels « traditionnels » pour se réapproprier un nouvel espace de sens plus légitime à leurs yeux.

---

<sup>54</sup> <http://labofii.net/about/> et <https://lessentiersdelutopie.wordpress.com/labutopie-un-atelier-avec-le-laboratoire-dimagination-insurrectionnelle>, consultés le 15.10.2015.

<sup>55</sup> Christian Arnsperger, « Averting A Neoliberal Apocalypse: Can the spirit of radical alternatives of the 1960s and 70s be revived to orient the transition to a post-carbon world? », conférence « Apocalypse Now: Neoliberalism and Apocalyptic Narratives », Université de Lausanne, 23 juin 2015, texte disponible à l'adresse suivante :

[https://www.academia.edu/13907489/Averting\\_A\\_Neoliberal\\_Apocalypse\\_Can\\_the\\_spirit\\_of\\_radical\\_alternatives\\_of\\_the\\_1960s\\_and\\_70s\\_be\\_revived\\_to\\_orient\\_the\\_transition\\_to\\_a\\_post-carbon\\_world](https://www.academia.edu/13907489/Averting_A_Neoliberal_Apocalypse_Can_the_spirit_of_radical_alternatives_of_the_1960s_and_70s_be_revived_to_orient_the_transition_to_a_post-carbon_world), consulté le 15.10.2015.

<sup>56</sup> Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes: résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009.

Par-delà ce débat académique, lequel intéresse bien peu les acteurs, se pose la question de l'efficacité de ce mode de résistance alternatif, lequel conjugue promotion de nouvelles valeurs, créativité, modes de vie alternatifs et « écospiritualité ». Comme l'affirme très justement l'activiste John Jordan cité plus haut, ces alternatives peuvent être facilement « mangées » par « le système du capital » si elles ne s'accompagnent pas d'actes de résistance, autrement dit de recours à des méthodes plus « classiques » de militantisme. Dans cette perspective, les nouvelles formes de résistance ne se substitueraient pas aux anciennes mais leurs seraient complémentaires, permettant à la résistance écologique d'avancer « sur ses deux jambes ».

On pourra finalement conclure que ce mouvement de « résistance écologique » peut obtenir quelques succès politiques lorsqu'il s'oppose, par une mobilisation « conventionnelle », à des projets d'aménagement bien localisés que les écologistes appellent les « grands projets inutiles et imposés ». *A contrario*, les alternatives ne sont adoptées que par ces derniers, lesquels ne représentent qu'une fraction de la population, et quand elles vont toucher un plus large public (vélos en libre-service dans les villes, vélos électriques, produits « bio » dans les supermarchés, etc.), les travers de cette « récupération » par le marché et le capitalisme sont immédiatement dénoncés<sup>57</sup>. Conjuguant ainsi l'échelon personnel des alternatives, le niveau local des luttes et une perspective plus globale de « changement de système », le mouvement écologiste peut apparaître complet, mais aussi quelque peu déséquilibré : s'il se tient sur ses deux jambes, il lui reste encore à apprendre à marcher sans boiter.

---

<sup>57</sup> Le journal mensuel *La Décroissance* est coutumier de la dénonciation de ce type de transfert.